



Le Non au blocus étasunien contre Cuba retentit encore cette année à l'Assemblée Générale de l'ONU

APLASTANTE DERROTA DE ESTADOS UNIDOS EN LA ONU

NO al BLOQUEO contra CUBA

Votos a favor 188

Votos en contra 2

Abstenciones 3



Nations Unies, 28 octobre, (RHC).- Le Non au blocus étasunien contre Cuba retentit encore cette année à l'Assemblée Générale de l'ONU.

En effet, pour la 23e année consécutive cet organe a adopté à une majorité écrasante : 188 voix pour, 2 contre, les États-Unis et Israël et trois abstentions, les Iles Marshall, la Micronésie et Palau, la résolution présentée par Cuba intitulée « Nécessité de la levée du blocus économique, financier et commercial que les États-Unis maintiennent contre Cuba.

Dans le discours de présentation de la résolution le ministre cubain des affaires étrangères, Bruno Rodríguez avait signalé :

« L'Assemblée générale des Nations Unies aborde aujourd'hui, pour la vingt-troisième fois, ce point d'autant plus important pour la communauté internationale qu'il concerne le droit international qui protège pareillement tous les États, qu'ils soient grands ou petits, qu'ils soient riches ou pauvres, ainsi que l'exercice de la souveraineté nationale, assise de l'égalité souveraine.

Ce point a aussi un rapport direct avec la jouissance des droits humains par toutes les personnes et par tous les peuples.

Enfin, il a trait au libre-échange et à la liberté de navigation qui protègent les intérêts des États, des compagnies et des citoyens. »



« Nous nous réunissons toutefois dans une conjoncture très particulière, caractérisée par les graves périls qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales, par des guerres atroces et des actes terroristes d'une cruauté extrême, par l'existence d'énormes arsenaux nucléaires qui représentent un grand danger, par des dépenses en armements faramineuses qui ne servent pourtant à rien pour régler un seul des graves problèmes d'une planète dont la population atteindra très vite les huit milliards d'habitants.

Le moment est aussi crucial du fait des retombées des changements climatiques qui pourraient provoquer, entre autres conséquences catastrophiques, des famines inouïes, une pauvreté extrême s'étendant à des régions entières et des vagues de migration massives.

Nous vivons une époque marquée par une crise mondiale systémique dans laquelle se chevauchent les composantes économiques, alimentaires, énergétiques et hydriques.

De pair avec la pauvreté qui fauche plus de vies que la guerre, on voit s'accroître le risque de maladies graves, telles l'épidémie à virus Ébola qui, faute de la juguler et de l'éliminer grâce à la coopération urgente et efficace de tous dans les nations d'Afrique de l'Ouest déjà touchées, pourrait devenir l'une des pires pandémies de l'Histoire.

Comme l'a déclaré récemment le président Raúl Castro : « Ce noble objectif réclame impérativement et d'urgence les efforts et l'engagement de toutes les nations du monde, selon les possibilités de chacune. Compte tenu de la gravité du problème, j'estime qu'il faut éviter toute politisation qui nous dévie de notre objectif fondamental : contribuer à juguler cette épidémie en Afrique et à la prévenir dans d'autres régions.

Ce lacis sans précédent de problèmes vieux et nouveaux tend à rendre la vie humaine intenable. Mais aucun d'eux ne pourra se régler si nous ne modifions pas notre attitude et notre manière d'aborder la réalité en vue de la transformer et si nous ne coopérons pas vraiment à la survie de l'humanité ».

Fidel Castro a écrit ces jours-ci au sujet de l'envoi en Afrique de médecins cubains : « N'importe quelle personne consciente sait que les décisions politiques qui entraînent des risques pour du personnel hautement qualifié impliquent une très grande responsabilité de la part de ceux qui invitent à accomplir une tâche dangereuse. C'est même une décision encore plus difficile à prendre que d'envoyer des soldats se battre, voire mourir, pour une cause politique juste, même s'ils l'ont toujours fait comme un devoir. Le personnel médical qui part n'importe où pour sauver des vies, même au risque de la sienne, est le meilleur exemple de solidarité que puisse offrir un être humain... »

Le fait est que le blocus économique, commercial et financier appliqué par les États-Unis à Cuba s'est renforcé durant cette dernière période et que son application extra-territoriale à toutes les régions s'est intensifiée, notamment par des amendes aussi énormes qu'insolites – pour un montant total de onze milliards de dollars – infligées à trente-huit banques, dont la banque française BNP Paribas, qui font des transactions avec Cuba et d'autres pays.

Les préjudices économiques cumulés qui en découlent – énormes pour une petite économie – se chiffrent au total à 1 112 534 000 000 de dollars, calculés à la valeur de l'or, laquelle est manipulée par les créateurs du néfaste système monétaire actuel, en proie à une crise insurmontable qui frappe les pays les plus pauvres.

Les préjudices humains que cause le blocus ne cessent de croître. Dorénavant, 77 p. 100 des Cubains sont nés sous son ombre. Il est impossible de comptabiliser la souffrance de nos familles. De nombreuses conventions internationales prohibent le recours au blocus, telle la



Convention de Genève de 1948 sur le crime de génocide. Le blocus interdit la jouissance des droits humains à tout un peuple. Le blocus entrave sérieusement le développement économique du pays ».

Bien que nos systèmes d'assistance sociale et de santé parviennent à empêcher des pertes humaines, aucune personne honnête dans le monde, pas même aux États-Unis, ne pourrait justifier les conséquences dévastatrices de ce blocus.

Notre culture nationale, l'éducation et la garantie de droits et de chances égales pour tous nous permettent de constituer une société instruite et solidaire.

Monsieur le Président,

Les peuples étasunien et cubain, situés de part et d'autre du détroit de la Floride, ont toujours eu des liens profonds.

Malgré les campagnes mensongères orchestrées systématiquement contre notre pays pendant plus d'un demi-siècle, le peuple étasunien a appuyé le renvoi dans sa famille du petit Cubain séquestré en 1999.

Devant les terribles actes terroristes du 11 septembre 2001, Cuba a, dès les premières heures, offert toute l'aide à sa portée quand des milliers d'avions ne savaient où atterrir, et elle l'a de nouveau offert, lors des attaques au bacille de charbon, pour remédier à la carence d'antibiotiques.

Sincèrement préoccupée par les dommages qu'avait causés le cyclone Katrina en 2005, Cuba a offert sa coopération médicale à la population de la Nouvelle-Orléans. C'est d'ailleurs de là qu'est né le Contingent médical Henry Reeve spécialisé en catastrophes et épidémies – du nom d'un jeune Étasunien qui a lutté héroïquement au XIXe siècle pour l'indépendance de Cuba. Ce contingent est maintenant déployé au Sierra Leone, au Liberia et en Guinée. Toujours en 2005, il a prêté service au Pakistan à la suite du terrible séisme qui a frappé ce pays. En 2011, en El Salvador, après un autre séisme, ce contingent a collaboré d'une manière fructueuse avec des médecins militaires étasuniens, poursuivant d'ailleurs par là une coopération qui avait démarré au Guatemala, en 2002-2003, durant le traitement d'une épidémie d'onchocercose.

En 2010, à la suite du tremblement de terre qui a frappé Haïti, les États-Unis et Cuba ont aussi coopéré en faveur de cette nation si pauvre.

Le gouvernement cubain a fait invariablement parvenir à celui des États-Unis des informations concernant des projets d'actes ou d'attentats terroristes visant ce pays.

Malgré de vieilles tensions et les tentatives d'extrémistes violents et de groupes terroristes pour la provoquer, la guerre n'a jamais éclaté entre les deux pays et aucun jeune Étatsunien n'est mort à Cuba. Malgré des calomnies dans ce sens, Cuba n'a jamais menacé la sécurité nationale des États-Unis.

Aucune hostilité n'existe entre nos peuples. Cuba accueille de façon hospitalière les rares Étasuniens que leur gouvernement autorise à venir ou qui courent des risques légaux quand ils le font, et ceux qui, comme les Pasteurs pour la paix, nous offrent une aide humanitaire ou viennent faire des études de médecine chez nous.



Les sondages d'opinion prouvent qu'absolument tous les secteurs de la société étasunienne sont toujours plus favorables dans leur majorité à la levée du blocus et à la normalisation des relations bilatérales. Il est particulièrement symptomatique que cette opinion soit encore plus marquée en Floride, ce que confirme d'ailleurs la tendance du vote lors des dernières élections présidentielles.

Des personnalités politiques des tendances les plus diverses et de prestigieux universitaires reconnaissent que cette politique a échoué quant à ses objectifs et qu'elle ne répond pas aux intérêts nationaux. Il suffit pour s'en convaincre de lire les éditoriaux que The New York Times a consacrés à ce point ces dernières semaines.

Des leaders religieux invoquent des raisons morales et humanitaires légitimes et irréfutables pour demander un changement de politique.

Les Étasuniens réclament le droit de se rendre librement au seul endroit de la planète où il leur est interdit d'aller et de se faire personnellement une opinion directe sur la réalité cubaine.

Des organisations d'entreprises et d'hommes d'affaires estiment que le blocus lèse leurs intérêts économiques. L'opinion publique s'oppose dans sa majorité à l'orientation actuelle et se montre toujours plus critique à cet égard.

L'émigration cubaine, qui se heurte à des mesures discriminatoires et à de nombreux obstacles en matière de réunification familiale, de voyages aux coûts excessifs dans les deux directions, et qui est victime de manipulation politique, voire de violence terroriste, souhaite dans sa majorité la paix et le bien-être pour ses familles et son peuple, et des relations normales avec sa nation d'origine.

Pourquoi stimuler l'utilisation illégale des technologies de l'information, au lieu d'autoriser des affaires mutuellement avantageuses en télécommunications ? Pourquoi empêcher Cuba de se connecter aux câbles sous-marins tout proches, ce qui limite et entrave sa connectivité ?

Le blocus nuit à Cuba, mais il nuit aussi aux États-Unis.

L'inscription absurde et ridicule de Cuba sur la liste des États parrainant le terrorisme, qui sert uniquement à justifier des sanctions financières internationales, jette le discrédit sur les États-Unis.

Les seize ans d'emprisonnement injuste et frauduleux infligés aux trois antiterroristes cubains ne les ont pas abattus. Au contraire, ils en ont fait des héros et un exemple pour les futures générations de Cubains et un motif de fierté pour ceux qui, par leurs sacrifices, ont frayé la voie de la nouvelle Cuba.

La décision de lever le blocus serait la bienvenue dans la communauté internationale et exercerait une influence unitaire en faveur de la paix et du règlement pacifiques des conflits et des différends.

Après les mesures limitées, quoique positives, de 2009 et de 2011, relatives aux visites familiales, aux envois de fonds familiaux des Cubains installés aux USA et aux voyages de catégories données d'Étasuniens en vue d'échanges de différente nature, le dialogue technique s'est élargi à d'autres points et la coopération s'est accrue dans des domaines tels que la lutte contre le trafic de drogues, la criminalité transnationale, la traite d'êtres humains,



la prévention des marées noires, la recherche et le sauvetage de personnes, la sécurité aérienne et celle de l'aviation, ou face à des événements spécifiques.

La société étasunienne et la communauté internationale ont appuyé et encouragé ces modestes progrès.

Le président Barack Obama jouit de toutes les prérogatives constitutionnelles pour modifier, sans avoir à recourir au Congrès, des aspects clefs du blocus et infuser une dynamique nouvelle et décisive aux relations bilatérales.

Monsieur le Président,

Cuba invite l'administration étasunienne à nouer des relations mutuellement respectueuses et réciproques, fondées sur l'égalité souveraine, les principes du droit international et la Charte des Nations Unies.

Nous pouvons tenter de trouver un règlement à nos différends par le dialogue respectueux et la coopération dans des domaines d'intérêt commun. Indépendamment de nos différences, nous pouvons coexister et avoir des relations civilisées.

Cuba ne renoncera jamais NI à sa souveraineté ni à la voie que son peuple a choisie librement : la construction d'un socialisme plus juste et efficace, prospère et durable. Elle ne renoncera pas non plus à sa recherche d'un ordre international juste ni ne cessera de lutter pour « l'équilibre du monde ».

Monsieur le Président ;

Chers représentants permanents ;

Messieurs les délégués,

En cette conjoncture internationale particulièrement difficile, je vous demande de voter le projet de résolution A/69/L.4 intitulé : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique », afin de soutenir l'idée que, compte tenu des graves problèmes qui se posent de nos jours à l'humanité, nous devons impérieusement modifier la façon dont nous entrons en rapport entre nous si nous voulons les régler, préserver la paix et sauvegarder l'espèce humaine.

Je vous remercie.